



# Déclaration de Milan

***LES COMMUNAUTÉS RURALES,  
NE PLUS LES OUBLIER***

**Le développement Rural et Régional au Sud  
et au Nord de la Méditerranée  
&  
La Nouvelle Politique de Voisinage**



**Déclaration de Milan**  
**Les communautés rurales, ne plus les**  
**oublier**

**Le développement Rural et Régional au Sud et**  
**au Nord de la Méditerranée et la Nouvelle**  
**Politique de Voisinage**

**Dialogue Sud-Nord Méditerranée**



## **PRÉSENTATION**

Dans un esprit de solidarité internationale, les réflexions relatives aux grands défis affectant le monde contemporain, confronté en 2016 à l'augmentation des flux de réfugiés poussés par les guerres civiles, conjugués à celui des émigrés poussés par la pauvreté et le manque d'avenir dans de nombreuses régions rurales du Sud, en matière de paix, de sécurité et de migrations, de développement durable et de protection de l'environnement, ont mis en exergue la signification et l'importance du développement des régions rurales.

Ne plus oublier les Communautés Rurales est, en effet, aujourd'hui en 2016, tant au plan national qu'international, un enjeu majeur, enjeu auquel a été consacré le Congrès de Milan de la Fondation, en 2015, à travers le thème du développement rural et régional au sud et au nord de la Méditerranée et de la Politique de Voisinage de l'Union européenne.

Le Congrès de Milan (2015) s'est nourri de l'esprit de dialogue qui a prévalu lors du Congrès d'Alger organisé sur le thème d'*une Vision Commune du Futur (2006)*, du Congrès d'Alicante consacré à *la Migration et l'Éducation (2009)*, et du Congrès de Tunis *pour un partenariat véritable entre les Pouvoirs Publics et la Société Civile (2012)*. Il doit inspirer une action concrète des autorités régionales et nationales, européennes et internationales, et de la société civile correspondante, dans laquelle s'inscrit la Fondation du Dialogue Sud Nord Méditerranée.

## **Principes proclamés au congrès de Milan**

- Les Régions Rurales méditerranéennes, bien que variables, doivent faire face à des défis communs, elles requièrent des approches équilibrées et de politiques publiques qui traitent des causes et des racines de la pauvreté, de l'exode rural et qui prennent en considération les défis de l'urbanisation ;
- Il faut reconnaître l'importance fondamentale d'un monde rural viable et autonome, avec un pouvoir économique, social et politique décentralisé, comme base d'un développement durable pour les communautés rurales méditerranéennes ;
- Les développements des territoires urbains et ruraux sont étroitement liés et complémentaires

- **Les populations rurales des rives sud et nord de la Méditerranée font face à d'immenses défis qui ont des impacts particulièrement négatifs pour les femmes et les jeunes :** bouleversements sociaux et politiques, exode rural, compétition pour les ressources naturelles et surtout l'eau, changement climatologique, faiblesse des infrastructures et des investissements.
- **Il faut continuer un dialogue inclusif, ouvert et fructueux** qui se construit sur la base de dialogues régionaux aux quatre coins de la Méditerranée et qui rassemble sur un pied d'égalité **des acteurs de développement, des agriculteurs, des décideurs politiques et des entrepreneurs ;**
- **Dans une vision commune du futur** qui est la mission des organisateurs du congrès et de leurs partenaires.



## **Ouverture du congrès de Milan**

L'ouverture du congrès a été marquée par les interventions des deux co-présidents Madame Fatima Bensoltane, Vice-présidente de la Fondation Sud Nord de la Méditerranée (FSNM), le Dr Holderness du Global Forum on Agricultural Research (GFAR) et par les déclarations de M Cristiano Maggipinto, Représentant du Ministère des Affaires étrangères d'Italie, de M Pier Virgilio Dastoli, Président du Mouvement Européen d'Italie, de M George Saliba, Ambassadeur, Envoyé spécial de l'Union pour la Méditerranée, de M David Sassoli, Vice-président du Parlement européen et de l'Assemblée Euro-Med, du Dr A Mohammed Adjouni, Secrétaire exécutif de AARINENA (Association of Agricultural Research Institutions in the Near East and North Africa).

**Madame Fatima Bensoltane**, a rappelé que le congrès de Milan succède au congrès d'Alger en 2006 sur la vision future du Dialogue Sud Nord, au congrès d'Alicante consacré en 2009 au sujet toujours brûlant de la migration, et au congrès de Tunis (2012) sur le thème du partenariat entre la société civile et les pouvoirs publics dont les recommandations ont fait l'objet d'applications concrètes au plan gouvernemental et parlementaire.

Elle a par ailleurs signalé que si les populations rurales font face à d'immenses défis, la situation sur la rive sud est plus préoccupante et que la pauvreté entretient le vivier de la migration clandestine et du terrorisme. Elle a, également, rappelé que la précarisation dans le monde rural touche en particulier les femmes et de plus en plus les jeunes.

S'agissant de la politique européenne de voisinage, la Tunisie a exprimé son point de vue à travers une consultation nationale ayant proposé 5 axes dont une traduction de la croissance inclusive dans le développement local.

Madame Bensoltane a conclu son intervention par six propositions pour le Congrès, dont le soutien aux initiatives de gouvernance locale, le transfert des technologies nord-sud ciblées vers des modèles nouveaux pour le développement rural et le soutien aux actions de formation au profit des femmes et des jeunes.

**Dr Mark Holderness**, a déclaré que le Forum Global for Agricultural Research (GFAR) a pour objectif de donner une voix aux communautés rurales afin qu'elles puissent contribuer à la détermination de leur propre avenir.

Grâce à ses méthodologies participatives à travers ses programmes, le GEFAR, offre aux communautés rurales, la possibilité d'exprimer leurs volontés pour leur propre avenir, et il les aide à définir et comprendre les innovations requises pour la maîtrise de leur destin.

Les temps de crise et de difficultés que connaît actuellement la région méditerranéenne, avec un exode massif, montrent, d'une part, combien les problèmes et les sociétés sont interconnectés, et, suggèrent, d'autre part, l'urgence de leur faire face en s'adressant, notamment, aux causes de la pauvreté rurale.

Le printemps arabe avait déjà signalé l'urgence de l'action en ce domaine. Ce sont, en effet, la pauvreté du monde rural, l'insuffisance de la production céréalière, la sécheresse et les coûts élevés des produits de base qui ont donné naissance à ces vastes mouvements populaires pour le changement social.

En dépit des spécificités locales, les défis sont globalement identiques pour toute la région méditerranéenne, défis de l'eau, de la gestion des sols, du changement de climat, d'accès au crédit, avec pour conséquences des disparités sociales affectant plus particulièrement les jeunes, les femmes et les plus pauvres ne possédant pas de terre.

Il nous faut explorer comment la recherche en agriculture et l'innovation peuvent être des valeurs ajoutées aux capacités nationales dans le domaine du développement rural.

Pour réussir, il est clair qu'il est besoin d'une action collective impliquant une multiplicité de partenaires et explorant les possibilités de création de nouvelles opportunités pour les communautés rurales. Cela signifie qu'il convient d'aller au-delà du seul rôle de production alimentaire, de prendre en compte également les capacités de résilience, les valeurs sociales et tout ce qui permet de déterminer des scénarios de croissance pertinents.

**M. Cristiano Maggipinto, Représentant du Ministère  
des Affaires étrangères d'Italie**

Le congrès est un événement de grande importance pour relever les défis du troisième millénaire pour le développement rural et faire de la Méditerranée une zone de paix, de sécurité et de stabilité.

Il a souligné que le dialogue euro-méditerranéen constitue une occasion pour passer à une phase de planification commune en vue de lutter contre la pauvreté, de supprimer les inégalités et de promouvoir un développement équitable et respectueux de l'environnement.

L'Italie est au croisement des cultures et des peuples, une terre d'émigration et d'immigration, attaché à la paix et à un système international juste et équitable. La coopération italienne est ainsi particulièrement concernée par les populations rurales de la Méditerranée.

**M. Pier Virgilio Dastoli, Président du Mouvement européen d'Italie**

M. Dastoli a félicité la Fondation du Dialogue Sud Nord de la Méditerranée pour l'organisation de ce congrès, le renforcement des relations entre les sociétés civiles et la recherche d'intérêts communs sont indispensables pour faire prévaloir la paix, la démocratie et la solidarité.

Les rêves d'un grand nombre de jeunes dans les pays où ont éclaté des révoltes ou révolutions tournent souvent en cauchemar dont ces pays et l'Union européenne portent une grande part de responsabilité. Nous n'avons pu, en effet, offrir une perspective immédiate et concrète de dialogue et de coopération. La Tunisie, depuis le Congrès de 2012, a su réagir contre le fondamentalisme et la violence et qui est, aujourd'hui un vrai laboratoire de la démocratie.

Ce pays pourrait entrer dans la large famille du Conseil de l'Europe, né lors du Congrès de La Haye en 1948, et pourquoi ne pas imaginer la préparation par les jeunes des deux rives de la Méditerranée, d'un nouveau congrès de La Haye, nommé Congrès de la communauté med-eu, en mai 2018 ? Le développement rural est essentiel à la solution du défi du flux croissant des réfugiés politiques et économiques, il nous amène à réfléchir sur les racines culturelles de nos collectivités.

## **M. George Saliba, Ambassadeur de l'Union pour la Méditerranée**

Le congrès de Milan répond au besoin de dialogue, qui requiert l'ouverture et la nécessité d'accepter d'autres idées. L'Union pour la Méditerranée qui promeut le dialogue régional et la coopération est d'autant plus concernée par le congrès qu'il accorde une attention particulière aux femmes et aux jeunes.

60 % de la population du sud de la Méditerranée est âgée de moins de 30 ans dont le chômage constitue le principal problème.

Cette tranche d'âge est particulièrement vulnérable aux risques de la violence, du radicalisme et de l'extrémisme.

L'échange entre les 15 pays ne représente que 1 % du commerce.

20 ans après le Processus de Barcelone, la situation ne s'est pas améliorée, ce qui signifie qu'il faut intensifier les efforts.

## **David Sassoli, Vice-président du Parlement européen et de l'Assemblée euro-med**

L'ordre du jour de ce 4<sup>e</sup> congrès converge avec celui de l'Expo universelle de Milan et propose à tous les pays participants : comment nourrir les hommes et les femmes de la planète ?

Dans le même temps, une autre grande question doit être abordée : la pauvreté.

La pauvreté des pays du Sud est souvent causée par les mauvaises pratiques des pays du Nord, et pousse les premiers à se tourner vers ces derniers, c'est-à-dire nous, les pays riches, Italie et toute l'Europe.

Au Parlement européen, nous avons demandé plusieurs fois une politique européenne d'immigration, qui tienne compte du déséquilibre significatif entre les zones côtières, les zones rurales et les zones intérieures.



## **Dr Mohamed Ajlouni, Secrétaire exécutif d'Aarinena**

Aarinena, Association des Instituts de recherches agricoles du Proche-Orient et du Nord de l'Afrique, constate que la communauté rurale est oubliée. Nous pouvons être les leaders du changement si nous mettons en place un réel partenariat, basé sur des exemples de réussites.

La communauté rurale dispose d'un grand potentiel qui devrait être utilisé. Le Nord peut bénéficier du Sud comme le Sud peut bénéficier du Nord. Nous avons tous un héritage important.

La communauté rurale n'est malheureusement pas la seule oubliée, l'ensemble de la région est délaissé.

Les problèmes importants dans le domaine de l'emploi sont la conséquence des décisions des dirigeants. Je presse nos collègues à discuter avec leur gouvernement, leurs organisations, afin d'inclure cet aspect dans les plans d'investissement, sinon nous serons confrontés à davantage d'immigration et de pauvreté.

## LES THÈMES DU CONGRÈS

par **M. Bichara Khader, Professeur Emérite de l'Université Catholique de Louvain**

Le thème choisi pour le congrès « *Le monde rural : le grand oublié des politiques méditerranéennes de l'UE* » s'est imposé dans la foulée des soulèvements populaires dans les pays méditerranéens, car il n'est pas possible de nier **les racines agraires de ces révolutions**. Il est clair que l'insécurité alimentaire, la hausse des prix des denrées de première nécessité, les effets dévastateurs du changement climatique et la dégradation de l'environnement ont joué un rôle significatif dans leur déclenchement.

Les mondes ruraux des deux rives de la Méditerranée se trouvent confrontés à des problèmes graves de nature et d'intensité différentes, mais c'est **au Sud que les vulnérabilités et les contraintes sont les plus aigües**. Le monde rural, en effet, y est largement délaissé par les autorités publiques, et laissé pour compte dans les politiques méditerranéennes de l'UE.

Pourtant, dans ce monde rural, **l'identité joue un rôle primordial dans les équilibres sociaux et territoriaux**. Que serait un pays sans enracinement dans **l'espace** ? 40 à 50 % de la population et plus d'un tiers des actifs vivent en milieu rural.

L'évolution démographique combinée à des politiques économiques déséquilibrées a des **effets pervers tels que l'émiettement des surfaces agricoles et l'insécurité alimentaire ou la transformation des habitudes alimentaires**, renforcée par l'aide alimentaire fournie par certains pays occidentaux. Cette aide mise sur le marché à bas prix est une concurrence déloyale décourageant les productions locales. Ou encourageant même l'exode rural

L'accroissement démographique produit un autre effet pervers : **la pression accrue sur les ressources hydriques disponibles**. Il conduit à **une fracture entre villes et campagnes**, entre **le cordon littoral mondialisé par le tourisme et un arrière-pays paupérisé et désocialisé**. Il gonfle par ailleurs les villes dont les besoins en eau potable sont satisfaits au détriment de l'agriculture. **La ville livre ainsi à la campagne une impitoyable concurrence** pour la terre et pour l'eau.

**Mais la ville n'est pas seulement prédatrice de la campagne : elle s'y infiltre insidieusement, mais inexorablement** changeant comportements et traditions. La campagne prend sa revanche par **une ruralisation rampante qui affaiblit le concept de citoyenneté**. À cet égard **l'exode rural conduit à une véritable perversion de la ville**. Les complémentarités ville-campagne sont menacées et souvent rompues.

Il faut donc inverser ces tendances lourdes et réinvestir les territoires ruraux. « *Il n'y a pas de territoire sans avenir, il y a des territoires sans projet* ». La revitalisation du monde rural doit être axée sur les points suivants :

- Réduire la vulnérabilité alimentaire ;
- Organiser une gouvernance hydrique ;
- Améliorer le bien-être général des populations rurales pour réduire l'exode vers les villes surpeuplées ;
- Développer des activités génératrices d'emploi.

Ce qui nécessite une meilleure **coordination** des autorités responsables à tous les échelons **national, régional et local**. L'UE doit se mobiliser pour **reconnecter villes et campagnes**.

## **LES THÈMES DU CONGRE ONT ÉTÉ PRÉPARÉS PAR 4 JOURNÉES D'ÉTUDE RÉGIONALES**

**Vólos, Grèce, Université de Thessalie : Mme ARETI  
SPANOULI ET NIKOS POUTSIAKOS**

La migration interne est provoquée par le manque de ressources économiques et la réduction des services, par l'inégalité des chances qui frappe particulièrement les jeunes et les femmes, par la faiblesse de la gouvernance locale, le manque de participation et de communication entre les parties prenantes.

Il faut signaler une évolution transformatrice du fossé rural-urbain qui amène une représentation positive du rural, et pour les sociétés dans leur ensemble, les liens entre l'agriculture et l'environnement.

La mise en réseau peut répondre aux défis des communautés rurales grâce aux innovations technologiques

1/la connexion des communautés rurales avec elles-mêmes

2/la connexion avec d'autres parties prenantes.

3/le développement des capacités, les infrastructures et l'accès à la terre

4/le lien entre l'environnement et le développement durable.

Tous les défis que rencontre le monde rural doivent être relevés afin de rendre l'agriculture et le retour à la terre attractifs, de générer des revenus notamment pour les femmes et les jeunes et aussi pour donner des perspectives de » *bonne vie* » en termes quantitatifs.

Ceci implique des **politiques pour l'action et pour poursuivre la recherche, notamment la recherche participative.**

## **A Alexandrie, Bibliothéca Alexandrina, Egypte : Dr SAMEH FAWZY**

La rencontre d'Alexandrie s'est adressée aux questions essentielles du monde rural comme les politiques agricoles, la gouvernance, la formation, l'investissement rural, ainsi qu'à la discussion d'études de cas et de bonnes pratiques.

Il a été ainsi possible de parvenir à d'importantes conclusions :

- Le développement du monde rural ne doit pas être imposé à travers des formules techniques venues des villes, il doit être un voyage d'apprentissage mutuel consenti, d'interactions positives, et un processus de renforcement des capacités.
- Le développement est multiforme, économique et politique, mais aussi culturel, spirituel.
- Le développement durable est un processus constant qui inclut des interactions positives entre les populations et leur environnement. Des communautés rurales ont par exemple appris à utiliser des résidus agricoles pour nourrir leurs animaux, ou encore fabriquer des meubles avec des branches de palmiers.

- Les documentations sur les expériences de développement du monde rural sont très limitées dans les pays en voie de développement.
- Le développement demande une gouvernance associant le gouvernement, la société civile et le secteur privé.



**À MONTPELLIER, FRANCE : Mr Julien FRAYSSIGNES**

La journée s'est tenue en marge du séminaire international du CIHEAM « *Les territoires ruraux en Méditerranée. Quelles politiques publiques pour accompagner les dynamiques de développement ?* »

Il est à noter deux grandes idées transversales :

- **la question de la représentation du monde méditerrané et rural est enjeu central.** On est souvent confronté à une perception défavorable. La ruralité est synonyme de pauvreté, siège des troubles sociaux, les emplois agricoles dévalorisés et mal payés, peu attractifs pour les jeunes. D'où un certain mépris par les élites politiques, surtout dans les pays du sud. En conséquence :

1/Les territoires ruraux sont laissés pour compte des politiques de développement, avec l'exception de l'agriculture intensive dédiée à l'exportation et du développement des littoraux au détriment de l'arrière-pays.

2/L'absence de statut reconnu et de protection sociale des travailleurs agricoles, notamment les femmes qui constituent la majorité de la main-d'œuvre agricole.

- **Pour autant, une volonté de reprise en main existe**

On assiste, des deux côtés de la Méditerranée, à une volonté de la part des décideurs politiques de reprendre en main le développement des territoires ruraux délaissés, en postulant que ces derniers sont potentiellement porteurs de dynamiques de développement. Agriculture certes, mais aussi emplois non agricoles (tourisme, artisanat, services)

Cette reprise en main insiste notamment sur les enjeux environnementaux (préservation de la biodiversité, définitions de règles pour la gestion durable des ressources naturelles, en premier l'eau etc.)

Il existe encore une forte nécessité de mieux connaître les territoires ruraux, leurs besoins et leurs faiblesses.

## **À Rabat, Université agronomique et vétérinaire Hassan II à Rabat au Maroc : Prof. Najib Akesbi**

Le monde rural est à la fois délaissé et inconnu, insuffisamment étudié et de ce fait, discriminé. Il est important d'attirer l'attention sur sa méconnaissance.

Les élites sont largement urbaines et préfèrent que les personnes du milieu rural viennent en ville pour les étudier, plutôt que d'aller à la campagne pour voir ce qu'ils font, comment ils vivent. Nous avons accumulé une certaine méconnaissance.

L'évolution se fait sur deux niveaux. Il est important de rappeler l'approche démo-économique et non pas seulement l'approche démographique.

Des cohortes de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. Il s'agit du legs du baby-boom des années 1950, 1960, 1970.

L'agriculture, en tant qu'activité productive, n'est plus un secteur qui peut faire vivre les jeunes, la population active, à la campagne.

Toutes les études et recherches montrent que, l'agriculture en tant que telle, ne permet plus de vivre, de faire vivre la population qui y travaille, d'où la nécessité d'activités extra-agricoles.

L'agriculture, non seulement, ne permet plus de faire vivre, elle ne permet pas non plus de nourrir la population, d'où la question de la sécurité alimentaire.

La ruralisation des villes et l'urbanisation des campagnes sont des phénomènes qui se sont accélérés ces 10-15 dernières années, notamment avec l'apparition de nouvelles technologies, de l'information. Les ruraux vivent de plus en plus comme des citadins, et beaucoup de citadins vivent comme en « douar », ce qui signifie « village » en arabe, des villages insérés/encastés dans une réalité urbaine.

Ces choses nous désarçonnent, nous les chercheurs. Nous avons des difficultés à saisir ces nouvelles réalités, un très vaste champ dense de recherche s'ouvre à nous.

# **Résolutions du Congrès de Milan**

## **Les Communautés rurales, ne plus les oublier**

### **« Le Développement rural et régional au Sud et au Nord de la Méditerranée et la nouvelle Politique de Voisinage »**

Le Congrès, réuni dans l'esprit du dialogue qui a suscité le congrès d'Alger sur une vision commune du futur, le congrès d'Alicante sur les migrations et l'éducation et le congrès de Tunis sur les relations entre les autorités et les sociétés civiles, a consacré deux journées de discussions intenses, en quatre ateliers, aux conditions nécessaires pour un renouveau rural.

La volonté exprimée par les quatre ateliers doit être traduite dans le dialogue sud-nord, dans la politique de voisinage, mais aussi dans la coopération sud-sud, considérant la Méditerranée comme un espace commun qui doit être solidaire. Nous appelons à la reconnaissance fondamentale de l'Autonomie et de la Viabilité des régions rurales. Nous devons tous déléguer et décentraliser les pouvoirs économiques, sociaux et politiques. Ainsi, les bases pour un développement et des opportunités durables pour les communautés rurales au travers de la Méditerranée seront posées.

Les quelques principes issus des discussions de ces quatre ateliers ont été résumés comme suit devant l'Assemblée plénière et devant le représentant du Commissaire européen, du Gouvernement italien et des organisations internationales :

- 1) Les Régions rurales de la Méditerranée sont toutes différentes, mais font néanmoins face aux mêmes enjeux et nécessités. Ces régions ont besoin d'une approche et de politiques équilibrées pour s'attaquer aux causes de la pauvreté et à l'exode rural. Pour ce faire, il faut prendre en compte les défis d'urbanisation.
- 2) Tous les territoires doivent être sécurisés. Les territoires doivent être considérés dans leur ensemble et peuvent se compléter et s'aider les uns les autres.
- 3) L'épanouissement des territoires doit se faire de façon équilibrée, les régions rurales et urbaines ont le droit à des perspectives de développement.
- 4) Nous devons permettre l'ouverture des régions rurales et urbaines de façon simultanée, tout en reconnaissant les besoins spécifiques aux communautés rurales.

## 1<sup>re</sup> commission

### **Innovations en Agriculture, Ressources Naturelles et Sécurité Alimentaire**

- Les défis du futur sont  
croissance démographique, croissance des besoins hydriques et alimentaires ;
- Les changements climatiques et leurs conséquences (sécheresse, maladies végétales et animales, etc.)
- La diversité de la production agricole qui se réduit ;
- Des recherches entreprises et des innovations introduites pour faire face à ces nouveaux défis ;
- Dans les pays du Maghreb, le développement régional est devenu une affaire nationale, impliquant le secteur privé ;
- Apparition de problématiques nouvelles, dont notamment, **l'apparition du chômage des jeunes diplômés** qui s'ajoute aux problèmes des populations déjà vulnérables dont les femmes,



- **Le niveau élevé du coût financier supporté par l'État et le coût écologique supporté par les régions ;**
- Pour répondre de manière judicieuse à ces problématiques, l'État devrait accorder aux **Collectivités locales davantage de responsabilités territoriales et les réponses apportées s'appuieraient sur un partenariat solide avec les régions européennes.**

Ont animé l'atelier du Congrès sur ce thème :

**Présidente :** Mme Gul Günver Turan,  
Mouvement européen Turquie.

**Co- président :** Dr Mohammad AJLOUNI,  
Secrétaire Exécutif d'AARINENA.

**Intervenants :** - Mr Fouad Ammor, Groupement  
d'Études et Recherches sur la Méditerranée,

- Mr Abdellatif Mahmoud IHEC Carthage.

## **Résolution de la 1<sup>e</sup> commission, approuvée en séance plénière**

### **Innovations en agriculture, ressources naturelles et sécurité alimentaire**

Le renouveau rural exige un **esprit d'innovation**. Il faut créer des occasions pour les innovations et les entreprises centrées sur les communautés rurales en vue du changement qu'elles souhaitent pour leur avenir.

La première action doit être une analyse participative des moyens de chaque communauté, utilisant les données pour identifier les possibilités et les innovations requises dans différents domaines.

Il faut ensuite susciter une plateforme locale d'innovation, il faut susciter des organisations de producteurs pour utiliser au mieux les opportunités et favoriser l'accès aux entreprises et aux marchés.

Mettre en évidence des moyens de défense de nouveaux vecteurs d'investissement en agriculture pour l'innovation.

Mettre en place des mesures et des politiques favorables pour améliorer la diversité, la sécurité sanitaire et la valeur nutritive de l'alimentation.

## **2<sup>e</sup> commission**

### **Relancer le Rural : Investissements, Infrastructures et Gouvernance**

#### **M. Carlo Bresciano, Entreprise Ferrero**

Étude de cas : une multinationale italienne : **Pourquoi Ferrero a choisi d'établir de nouvelles entreprises en région rurale.**

Ferrero s'appuie sur une main-d'œuvre locale et crée un réseau d'autobus afin que les travailleurs continuent à vivre à la maison et y faire prospérer leur terre ;

Cette main-d'œuvre recouvre par conséquent la double qualité de « paysans-ouvriers » disposant de moyens financiers de par leur salaire.

En conséquence :

- Maintien du territoire rural ;
- Implantation où main d'œuvre disponible ;
- loin d'entreprises polluantes ;
- Fidélisation des travailleurs en zone rurale ;
- Valorisation des matières premières locales ;

- Création de nouvelles entreprises Ferrero en Allemagne, en France, en Belgique, dans des régions rurales ;

### **M. Henry Marty-Gauquié, Banque européenne d'investissement**

Depuis les indépendances nationales, les sociétés arabes ont connu de profondes mutations : l'éducation s'est généralisée – notamment pour les filles – et les niveaux de natalité ont baissé ; l'habitat, les relations sociales et le modèle patriarcal ont été profondément impactés par l'urbanisation ; l'ouverture des sociétés et les nouvelles technologies ont considérablement accru l'information et les attentes des citoyens.

Par contraste, les structures politiques issues des années 1960 sont restées en grande partie inchangées, c'est-à-dire marquées par le poids de l'État, les habitudes autoritaires, les liens de la rente. Cet écart manifeste entre des compositions politiques immobiles et une jeunesse en mouvement constitue l'une des causes des révolutions arabes.

La gestion centralisée des espaces territoriaux et la méfiance des pouvoirs autoritaires envers une population rurale abondante et peu éduquée ont suscité l'exclusion de larges parties des populations, notamment des jeunes ; ceux-ci n'ont souvent eu comme perspective que l'exode vers les grandes villes du littoral ou l'émigration à risque vers le Nord.

Pour autant, le modèle européen de modernisation de l'espace rural – basé sur l'exode et d'importants transferts financiers — n'est pas transposable dans les pays du Sud méditerranéens.

### **M. Gérard Peltre, RED – Mouvement européen de la Ruralité**

... « Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir » ; « Il n'y a pas de territoires sans Avenir, il y a des territoires sans projet » ; « Aide-toi, le ciel t'aidera ! »...

Contre les pauvretés ou les migrations non choisies et les extrémismes, les territoires ruraux ont de nombreux atouts à faire valoir.

C'est un objectif pour la nouvelle politique de voisinage.

*La reconnaissance des territoires ruraux en pôles de développement et d'innovation est le premier enjeu !*

Il convient pour cela :

- De définir collectivement ce que l'on veut faire.
- De stimuler la mobilisation des acteurs et investissements publics et privés.
- D'adosser la mise en œuvre des stratégies territoriales de développement à des stratégies financières adaptées qui valorisent le partenariat public privé.
- Favoriser l'émergence de réseaux ruraux nationaux, selon le modèle du réseau rural de l'UE en veillant à organiser une coopération forte entre le réseau rural européen et les réseaux ruraux nationaux et régionaux.

## **M. Charles-Ferdinand Nothomb, Institut de la Grande Région**

### *Exemple de coopération rurale transnationale*

- 1) La coopération internationale et interrégionale entre les régions rurales est utile.
- 2) Il faut veiller constamment, à tous les niveaux, à l'équilibre rural urbain de l'effort d'équipement et de développement des autorités publiques nationales et internationales.

La coopération entre régions par-delà les frontières est une manière efficace de s'affirmer dans son cadre national comme international. L'exemple de cinq régions européennes appartenant à quatre États les a aidé à faire valoir leurs intérêts et leurs spécificités vis-à-vis des États dont ils font partie et vis-à-vis de l'Union européenne, mais aussi pour se prêter un soutien mutuel par-delà chaque frontière. Dans ce cadre aussi, comme dans le cadre national, les défenseurs des régions rurales doivent être vigilants pour ne pas se laisser oublier dans la part de l'effort public ou dans la spécificité des mesures à prendre en fonction des besoins.

La société civile, polarisée par un « Institut de la Grande Région » a fait comprendre aux gouvernements qu'ils ne pouvaient pas se limiter à une politique de développement des villes et qu'il fallait définir des perspectives de développement pour les autres territoires et principalement les territoires ruraux. L'Institut a déposé après 2 ans d'études en commun, un Livre Vert sur le nécessaire développement des régions rurales. Ce Livre vert est disponible en français et en allemand sur simple demande.

Ont animé l'atelier du Congrès sur ce thème :

**Co- Président : Mr Henry Marty- Gauquié**, Banque Européenne d'Investissement,

**Co-Président : Mr Ahmed Bassalah**, Méditerranéenne,

**Intervenants : - Mr Gérard Peltre**, RED Mouvement Européen de la Ruralité,

- **Mr Mohamed Lahmar**, Chargé de projets dans les régions rurales- Méditerranéenne,
- **Mr Fouad Ammor**, Groupement d'Études et de Recherches sur la Méditerranée,
- **Mr Carlo Bresciano**, Investissement Ferrero en région rurale,
- **Mr Charles Ferdinand Nothomb** : Exemple de coopération rurale transnationale.



## **Résolution de la 2<sup>e</sup> commission, approuvée en séance plénière**

### **Relancer le rural : investissements, infrastructures et gouvernance**

Il faut que le développement de l'ensemble du territoire soit équilibré.

Il faut décloisonner et le rural et l'urbain, il faut mettre en avant et souligner les spécificités rurales. Chaque région rurale doit avoir des perspectives de développement durable de ses ressources et de l'emploi local.

Ce développement équilibré relève de la responsabilité des gouvernements nationaux. Mais à côté d'une gouvernance nationale, il faut une gouvernance régionale avec une autonomie d'action, ce qui nécessite les pouvoirs réglementaires et des moyens financiers. Ce pouvoir régional doit veiller à encourager la participation de la société civile. Mais il faut décloisonner l'action des pouvoirs publics aux différents niveaux.

La décentralisation des décisions politiques doit s'accompagner d'une décentralisation des décisions économiques.

Ceci est vrai au niveau national, mais aussi au niveau international, notamment dans la politique de voisinage.

Il faut consentir les investissements nécessaires pour améliorer l'infrastructure des zones rurales, pour améliorer le cadre de vie, mais aussi pour inciter les investisseurs à s'y installer ;

Il faut permettre le transfert du savoir-faire en vue du passage à des modes productifs innovants, plus intégrés et plus rentables ainsi que l'accès aux nouvelles technologies ;

Il faut améliorer l'accès et la gouvernance du financement par une meilleure information, une simplification des procédures et un allègement de la bureaucratie, mais aussi un contrôle transparent des résultats ;

Il faut développer des partenariats publics privés nécessaires.

### 3<sup>e</sup> commission

#### Opportunités pour les femmes

- La femme rurale joue un rôle important dans les revenus familiaux et elle préserve « l'identité de la localité » ;
- Les femmes rurales représentent en Tunisie 32.4 % de la population féminine totale et 50.4 % de la population rurale totale, elles sont une force de travail incontournable avec **des acquis indéniables et une amélioration du niveau et des conditions de vie, mais faute de modèle de développement inclusif, intégré et équitable, des disparités entre H et F continuent d'exister** ;
- Les femmes rurales restent **majoritairement exclues du système de protection sociale** avec de grandes disparités régionales et la persistance du phénomène de **l'abandon scolaire** ;
- **Le taux de chômage est le double voir le triple** de celui des hommes, par ailleurs mal informées et mal encadrées elles rencontrent des **difficultés d'accès aux marchés et aux services** ;

- **Par suite des acquis constitutionnels de la révolution tunisienne**, les femmes rurales désireuses de se prendre en charge ont créé **des auto-emplois, mais ont besoin de formation qualifiante et d'appuis financiers** ;
- Un débat national participatif doit être engagé autour du plan quinquennal 2016-2020 avec **une commission nationale du Plan dédiée aux Femmes rurales** ;
- **Un appui est attendu de la Politique Européenne de Voisinage** (technique et organisationnel, formation, promotion des produits locaux et accès aux marchés) ;
- **Importance de l'existence d'un régime foncier sûr** et de matériel moderne pour la transformation agricole ;
- Importance de la création d'un marché méditerranéen et **d'un label méditerranéen des produits féminins** ;
- **L'éradication de la pauvreté féminine** doit dépasser les slogans pour se fonder sur l'élaboration d'une **stratégie alternative économique, sociale et politique basée sur le respect mutuel, la démocratie et l'égalité**, avec une **volonté de mise en œuvre, des ressources et une bonne gouvernance** ;

- **En Algérie**, la politique de renouveau rural accorde une importance particulière à **la valorisation des métiers ruraux et des produits du terroir**. Les Femmes rurales sont de tout âge et de tout niveau y compris des diplômées de l'université et le savoir-faire est souvent acquis par transmission générationnelle ;
- Comme ailleurs, les défis à relever sont **le chômage, les conséquences des changements climatiques, la nécessité de sortir les femmes de l'informel** ;
- **L'entrepreneuriat** apparaît comme une solution appropriée et le choix de créneaux tels que les **TIC, l'Economie Verte Agro Alimentaire, permettent de diversifier le tissu entrepreneurial** ;
- Il convient en conséquence, de **booster l'entrepreneuriat naissant**, par des échanges notamment entre les Femmes **du Nord et du Sud, de jumelages entre communes rurales**, et par des **programmes de coopération internationale** pouvant relier les Femmes au **marché mondial** ;

- **Le Collectif des Femmes de Louvain-la-Neuve (Belgique)** apporte des réponses à ce genre de besoins. Il propose un soutien à l'élaboration **d'un micro projet de développement par la formation technique, la formation en gestion, et le suivi social.** Il s'agit d'un mécanisme **d'appui à la petite entreprise** et partant à **l'émergence de l'entrepreneuriat féminin.**

Ont animé l'atelier du Congrès sur ce thème :

**Co-Présidente : Mme Yasmina Taya,** Comité Algérie du Dialogue Sud-Nord

**Co-Président : Mr Virgilio Dastoli,** CIME

**Intervenants : - Mme Eljezia Hammami,** ministère de la Famille et de l'Enfance, Tunisie,

- **Mme Salima Marzouki,** Secrétaire Général, COFO-WANA, Comité des Organisations Agricoles, Asie de l'Ouest et Afrique du Nord,
- **Mme Baya Zitoune,** Association nationale Femme et Développement rural,
- **Mr Placide MUAMBA Mulumba,** Collectif des Femmes de Louvain-la-Neuve

## **Résolution de la 3<sup>e</sup> commission, approuvée en séance plénière**

### **Opportunités pour les femmes**

Les femmes sont un moteur du développement rural. Il faut leur offrir la place qu'elles méritent et pour cela, vaincre les stéréotypes, reconnaître leur égalité. Il faut aider par l'alphabétisation, par la formation générale et qualifiante pour qu'elles puissent accéder aux marchés et au travail reconnus.

Il faut reconnaître la femme comme acteur du développement rural et valoriser leur rôle moteur.

Il faut valoriser les savoirs et les savoir-faire féminins en zone rurale, et encourager le retour des jeunes femmes diplômées vers les zones rurales qu'elles ont quitté en quête d'émancipation. Faire en sorte que le territoire rural leur devienne plus attractif.

(Orientation des sujets de recherche, promouvoir la culture de la ruralité, identité des régions qui est en train de disparaître.)

## 4<sup>e</sup> commission

### Opportunités pour les Jeunes, Emploi et Éducation

- Comme l'explique **The European Neighbourhood Programme for Agriculture and Rural Development (ENPARD)**, les difficultés de l'agriculture, la précarité des conditions de vie, la **faiblesse des infrastructures et des services sociaux**, la **marginalisation économique et politique** ont suscité l'exode rural, ont fait naître les révoltes de la jeunesse méditerranéenne et ont conduit à sa radicalisation.
- Ce qui nécessite des **politiques publiques innovantes, équilibrées, inclusives** fondées sur une nouvelle approche des territoires ruraux ;
  - **Ce sont les jeunes qui dessinent l'avenir** et il importe en conséquence de prendre en considération les **défis** auxquels ils font face dont notamment **l'accès aux ressources et la dégradation de l'environnement, la perception négative de l'agriculture et du monde rural, l'inadaptation des programmes éducatifs, le manque d'appui social pour l'innovation, la faiblesse des relations intergénérationnelles, l'absence de participation politique dans les contextes locaux et régionaux ;**



- **L'accès des jeunes aux Ressources** (terre et finance) pourrait se faire à travers le **développement de banques de terrains, le développement de système de financement pour la création d'entreprises, le développement de formules de crédit pour les jeunes ruraux ;**
- **L'Amélioration de la perception qu'ont les jeunes de l'agriculture peut se faire par des programmes de formation et d'information avec le recours aux médias ;**
- **Le développement de services sociaux dans les régions rurales** peut se faire à travers une **économie sociale et solidaire et à travers la création de coopératives et de mutuelles de jeunes ;**
- **Le développement de programmes de formation professionnelle adaptés aux besoins du marché** avec la création de **passerelles** entre les professionnels des secteurs public et privé et la société civile et l'établissement de partenariats entre les universités et le marché du travail.

Ont animé le Congrès sur ce thème :

**Co-Président : Mr Mamdouh mabrouk**, Bibliothèque  
d'Alexandrie,

**Co-Présidente : Mme ANA Huertas**, YPARD,

**Intervenant : Mr Aymeric Debrun**, Programme  
ENPARD

## **Résolution de la 4<sup>e</sup> commission, approuvée en séance plénière**

### **Opportunités pour les jeunes (emploi et éducation)**

Les jeunes demandent l'accès aux ressources, non seulement pour produire, mais aussi pour protéger ces mêmes ressources et l'environnement.

Ils souhaitent un changement dans le système éducatif pour intégrer des programmes et des compétences qui répondent aux défis locaux et régionaux, vraiment adapté à ce dont les gens ont besoin, et pas un changement qui vienne d'en haut.

Il faut un soutien social et gouvernemental pour développer des modes de vie et de production alternatifs qui soient beaucoup plus adaptés à la situation des différentes régions.

Il faut leur assurer une participation plus active et une représentation dans la sphère politique.

Ils souhaitent une reconnaissance internationale de leur rôle comme acteurs de changement.

## SÉANCE DE CLÔTURE DU CONGRES

A) En conclusion, M. **Charles Ferdinand Nothomb, Président de la Fondation Sud Nord de la Méditerranée** et M. **Marc Holderness, GFAR**, ont rappelé les principales idées issues des ateliers :

- **Innovations**

L'**esprit d'innovation** requiert des analyses participatives de chaque communauté pour identifier les possibilités et les innovations requises, dans le cadre de plateformes locales d'innovations et des organisations de producteurs ;

- **Investissements**

L'équilibre, le décloisonnement du rural et de l'urbain ainsi que sa durabilité sont les caractéristiques principales de l'investissement dans les zones rurales. Celui-ci relève d'une gouvernance régionale et requiert une autonomie d'action avec des pouvoirs réglementaires et des moyens financiers. Le développement du transfert de savoir-faire et des partenariats publics privés est un élément important. Ceci est vrai tant au niveau national qu'international, notamment dans la Politique de Voisinage ;

- **Les femmes**

Les Femmes, moteurs du développement doivent recevoir la place qu'elles méritent, par l'égalité, par la lutte contre les stéréotypes, par l'alphabétisation et la formation.

Il convient non seulement de valoriser le savoir-faire féminin en zone rurale, mais aussi encourager le retour des jeunes femmes diplômées.

- **Les Jeunes**

L'accès aux ressources pour les jeunes est indispensable pour produire et pour protéger les ressources et l'environnement.

Par ailleurs le système éducatif doit intégrer des programmes et des compétences répondant aux défis locaux et régionaux.

B) Réaction d'une autorité gouvernementale :

**M. Massimiliano Piattella, représentant du Ministère de l'Agriculture d'Italie**

La stratégie agricole est un point de départ pour la mise en place du développement rural.

Le thème de la femme est aussi très important. Dans les multifonctionnalités, les femmes sont celles qui gèrent une partie importante de cette activité de diversification. Il faut rendre le milieu rural attractif.

Un instrument mis en place par l'Italie pour le développement rural est le Réseau rural national. Cet instrument permet de capitaliser les expériences dans le milieu rural à partir de la planification, de la gouvernance, de la programmation, du suivi et de l'évolution des programmes. C'est un instrument stratégiquement défini au niveau européen. L'esprit d'échange est la base pour accroître les connaissances et le bien-être commun.

Je suis prêt à me porter interprète si, par la suite, vous êtes intéressés par tous les instruments européens de coopération transnationale et transfrontalière.

C) Réactions des organisations agricoles internationales

**Dr Kamel Shideed, ICARDIA**

Les priorités à prendre en compte sont les suivantes :

- Accroître les investissements pour le développement de l'agriculture et celui de la Recherche, particulièrement pour les régions arides ;
- Promouvoir des politiques et un environnement institutionnel pour un développement rural inclusif et réduire les inégalités entre les populations rurales et urbaines ;
- Promouvoir les capacités pour le développement, particulièrement chez les jeunes.

**M. Secondo Sanavino, Président de la Confédération italienne des Agricultures (CIA)**

7 ans après la création de l'Union pour la Méditerranée, l'Union européenne doit enfin assumer son rôle de leader du changement.

**Dr Ismahane A. Elouafi, Directeur général du Centre international de l'Agriculture Biosaline**

L'innovation est un concept bien plus large que l'innovation technologique. C'est un concept indispensable dans tous les domaines de vie, depuis l'éducation, la santé, la réglementation, les politiques, la gouvernance, voire les institutions qui gouvernent le système existant. L'innovation est une notion clé, une notion qui pourra améliorer notre avenir. Pour ce faire, nous devons lui accorder une définition plus large que technologique.



## **DÉCLARATION FINALE DU COMMISSAIRE HAHN, UNION EUROPÉENNE, Commissaire pour la Politique Européenne de Voisinage et l'Élargissement des Négociations**

Après avoir déclaré l'intérêt qu'il accorde au Congrès de Milan, personnellement et de par ses responsabilités, le Commissaire Hahn a fourni la conclusion de l'ensemble des travaux du Congrès de Milan, à travers les points suivants :

- Les populations des Régions rurales et particulièrement les agriculteurs méritent de faire l'objet de plus d'attention dans les politiques nationales afin de ne plus accroître les inégalités entre les régions urbaines et costales d'une part et les régions rurales, d'autre part ;
- Dans les Régions Sud de la Méditerranée, la population rurale qui représente au moins 40 % de l'ensemble des habitants ne cesse de croître et les services publics tout comme les infrastructures y sont moins développés et la pauvreté envahissante ;

- L'aide de l'Union européenne s'exprime notamment dans l'initiative du Programme Européen de Voisinage pour l'Agriculture et le Développement Rural (ENPARD), à travers une approche globale, à long terme. Le travail s'effectue avec des représentants du gouvernement, des Instituts de Recherche afin d'identifier les défis et les priorités ;
- L'éducation, la formation professionnelle, la formation permanente, qui sont un antidote de la radicalisation, doivent avoir un rôle central dans le renforcement des économies rurales ;
- La protection de l'Environnement est d'une extrême importance dans les régions méditerranéennes soumises à des insuffisances hydriques et aux changements de climat ;
- Il est nécessaire de renforcer les pouvoirs des régions et des Municipalités en leur fournissant les outils leur permettant de prendre leur destin en charge et de déterminer leur propre avenir ;

- L'Union européenne entend contribuer à la stabilisation et la résilience de son Voisinage en aidant à mettre en place un développement économique inclusif et durable ;
- La clé pour chaque Région est de s'engager à identifier ses forces spécifiques pour construire son futur, en se basant sur ses traditions locales et en les adaptant au monde actuel.

## **CONCLUSION DU PRÉSIDENT NOTHOMB**

Chers amis,

Nous voici arrivés au terme du Congrès. Nous devons constater qu'au-delà des circonstances difficiles pour nous dans ce haut lieu mondial de l'exposition universelle placée sur le thème « nourrir la planète », notre ambition a été réalisée : être un grand moment de dialogue entre sud et nord Méditerranée.

Sur un pied d'égalité, sur base d'inspirations réciproques.

Sur une problématique à long terme, celle des régions rurales, trop souvent oubliées, frappées par l'exode rural qui alimente les courants migratoires vers les villes déjà surpeuplées, et vers l'Europe au travers d'une Méditerranée dangereuse. Vers une Europe où se mêlent aujourd'hui les émigrés de la pauvreté durable, et les réfugiés d'une guerre trop longue.

Notre dialogue a été intense et bien structuré. Notre déclaration finale est courte, et les premières réponses du ministre italien et du commissaire européen positives.

Les circonstances internationales sont dramatiques dans les actualités et dans leurs fondements. Si les gouvernements doivent gérer les événements dans leur actualité, notre Fondation a depuis 10 ans, depuis notre Congrès d'Alger, l'ambition de construire le dialogue nécessaire pour le fondamental et le long terme.

Qui n'a senti la réalité commune des développements ruraux nécessaires, la diversité des situations, mais l'orientation parallèle des efforts à fournir à partir des sociétés locales dont l'autonomie d'action doit être organisée ou renforcée. Il y a du travail ou des réflexions différentes pour chacun dans notre milieu national et régional.

Notre Fondation avec des idées fortes, mais des moyens d'action limités, a décidé de ne pas en rester là ni d'attendre notre prochain Congrès dans trois ans au sud de la Méditerranée. Nous avons décidé de réunir dans un an une journée d'évaluation de nos idées ici exprimées et des prolongements sur le terrain diversifié de nos différents pays.

Nous avons décidé de créer en notre sein une commission « jeune » pour formuler des idées et des actions concrètes pour les prochaines générations.

Nous devons aussi fêter le 26 février 2016 le dixième anniversaire de notre texte fondamental « déclaration d'Alger » sur notre « vision commune de l'avenir ».

Aujourd'hui, devant le désarroi des relations entre nos familles humaines, nous devons entreprendre une meilleure médiatisation de nos idées et de notre manière de nous parler sur un pied d'égalité et sur le long terme.

Je demanderai à la co-présidente du Congrès, Fatima Bensoltane, de s'en occuper depuis Tunis, car les initiatives ne doivent pas venir que de Bruxelles.

Déjà des vidéos de tout ce qui a été dit à notre Congrès sont en préparation et un clip d'ensemble sera disponible pour ceux qui le désirent. D'ici fin novembre les actes du Congrès seront publiés

Bon retour et à notre prochaine rencontre.

## **Organisateurs :**

- Fondation du dialogue Sud-Nord Méditerranée FDSNM
- Global Forum on Agricultural Research GFAR
- Bibliotheca Alexandrina

*Le compte rendu complet des travaux du congrès de Milan et la liste des participants sont disponibles sur demande adressée au secrétariat de la Fondation du Dialogue Sud-Nord Méditerranée : [dialoguesudnord@gmail.com](mailto:dialoguesudnord@gmail.com)*

**Edition :**



**P.O.Box 138, Chatby, Alexandrie 21526, Égypte**  
**Tél : +(203) 4 839 999 Fax : +(203) 4 830 339**  
**[www.bibalex.org](http://www.bibalex.org)**

---

**Fondation du dialogue Sud-Nord Méditerranée**  
**Rue Colonel Bourg 122,**  
**1140 Bruxelles, Belgique**